



FLASH AGRI ZONE ALENA



© © DG Trésor

Numéro 203

Mars 2015

EDITORIAL

Concentration des industries agroalimentaires aux Etats Unis

Les groupes H. J. Heinz Company et Kraft Foods Group ont annoncé leur fusion le 25 mars. Cette opération doit donner naissance au troisième groupe agroalimentaire américain après Pepsico et Tyson Foods, avec un chiffre d'affaires estimé de 28 milliards de dollars. Les actionnaires de contrôle de Heinz, Warren Buffett et la société Berkshire Hathaway, et le fonds d'investissement brésilien 3G Capital détiendront 51% du capital de la nouvelle entité, aux côtés des actuels actionnaires de Kraft. La nouvelle société, rebaptisée The Kraft Heinz Company, détiendra dans son portefeuille les marques Heinz, Kraft, Oscar Mayer, Ore-Ida et Philadelphie, dont huit réalisent un chiffre d'affaires supérieur à un milliard de dollar.

La concentration de l'industrie agroalimentaire aux Etats Unis s'est organisée depuis 2001 dans un contexte de sophistication des consommateurs américains vers des produits « authentiques », portant des valeurs de qualité, de terroir, ou des produits issus de l'agriculture biologique. L'objectif poursuivi est de créer un groupe agroalimentaire concurrent de Nestlé USA et d'accompagner la montée en gamme des produits agroalimentaires vendus par Kraft Foods.

Fort de son lobby auprès du Congrès, au travers du « Consortium for Common Food Names », les marques de fromages du groupe agroalimentaire Kraft Foods, dont les ventes ont stagnées sur le marché américain en 2014, sont défendues par l'USTR dans la négociation du Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement.

Bonne lecture !



Politiques Agricoles

FAPRI : Food and Agricultural Policy Research Institute, Institut de recherche sur les politiques agricoles et alimentaires

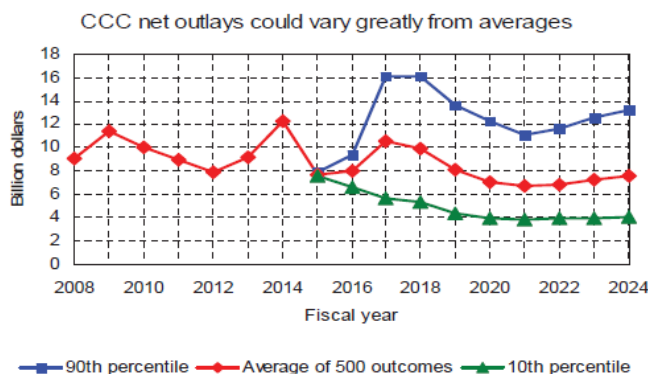
CBO : Congressional Budget Office

PLC : Price Loss Coverage

ARC : Agricultural Risk Coverage est une assurance faible perte qui utilise notamment les rendements historiques du comté (pour les paiements ARC-CO) ou de l'exploitation (ARC-ID) comme référence pour le calcul du paiement.

ETATS-UNIS : Les dépenses associées au nouveau Farm Bill concernant les soutiens aux producteurs sont revues à la hausse pour la période 2015-2024

Une nouvelle étude du FAPRI, et un rapport du CBO, publiés tous deux ce mois-ci, réévaluent à la hausse les dépenses du nouveau Farm Bill associées aux programmes de soutien aux agriculteurs sur la période 2015-2024. Selon ces estimations, la totalité des dépenses associées aux programmes de soutien des prix et d'assurance faible perte sur cette période s'élève à 48,6 milliards de dollars, soit 16 milliards de plus par rapport aux prévisions de l'année dernière. Cela s'explique principalement par une augmentation des dépenses liées aux nouveaux dispositifs de paiements PLC et ARC, dans un contexte de baisse de prix des matières premières agricoles. L'étude FAPRI met par ailleurs en évidence le caractère volatil de ce nouveau Farm Bill, dont les dépenses peuvent varier du simple au triple selon les scénarii envisagés (cf graphique).



En prenant en compte également le coût sur 10 ans des programmes d'assurance, (90 milliards de dollars), et des programmes environnementaux (55,6 milliards de dollars), le coût total des programmes de soutiens aux agriculteurs sur la période 2015-2024 atteint ainsi 139 milliards de dollars, soit environ 14 milliards de dollars en moyenne par an.

Cette augmentation des coûts vient ainsi annuler les économies envisagées en février 2014 sur ces programmes lors de la réforme du Farm Bill. Elle réduit la capacité des Etats-Unis à faire diminuer leur plafond de soutien en « boîte orange » à l'OMC.



Politiques alimentaires

Le Guide diététique pour les Américains, actualisé à fréquence quinquennale, constitue une référence d'importance majeure pour la nutrition et la diététique à l'échelle nationale. Par

ETATS-UNIS : Publication du rapport du Comité consultatif sur les recommandations diététiques

Le Comité consultatif sur les Recommandations Diététiques a diffusé en février son rapport, qui sert de base non contraignante à l'établissement du Guide diététique pour les Américains

Il recommande en particulier au gouvernement d'encourager les Américains à abaisser la consommation de sodium, d'acides gras saturés et de sucres ajoutés, et à prendre en compte dans leurs choix alimentaires les conditions de production durables des



ailleurs, il impacte également les programmes d'aide alimentaire du Farm Bill.

Ce rapport synthétise les résultats les plus récents issus de la recherche, analyse les indicateurs de pratiques et d'état de santé de la population aux Etats-Unis, et à partir de cela, formule des recommandations.

Le comité recommande aussi la mise en place de taxes sur les boissons sucrées.

Le rapport a été soumis à consultation publique à l'issue de laquelle les ministères de l'agriculture et de la santé rédigeront le Guide diététique pour les Américains à paraître en fin d'année 2015.

aliments. Il conseille de se diriger vers des régimes dont la production est moins "énergivore", en particulier en abaissant la consommation de produits carnés. Le Comité conseille également des régimes alimentaires plus riches en végétaux (fruits, légumes, céréales entières, légumineuses, fruits à coques et graines), en produits laitiers allégés en matières grasses et en produits de la mer. En outre, d'après le Comité, les régimes alimentaires doivent être plus pauvres en viande rouge et en viandes transformées, et la part des produits sucrés et des céréales raffinées doit être faible.

Les réactions à la publication de ce rapport ont été vives. Le Congrès estime que le Comité s'est octroyé des prises d'initiatives qui dépassent le rôle qui lui était incombé en faisant notamment référence aux incitations à l'achat d'aliments « respectueux de l'environnement » et à des propositions fiscales. Un groupe de 29 sénateurs à la tête duquel se trouve le Président de la Commission du Commerce au Sénat a adressé une lettre aux Ministres de l'Agriculture et de la Santé, remettant en question « l'intégrité scientifique » du Comité par rapport à la recommandation de manger moins de viande, même maigre.

Le secteur de la viande a réagi de manière virulente au contenu du rapport. Les acteurs de la filière se sont insurgés du fait que les bénéfices nutritionnels de la viande rouge maigre soient limités à « une note en bas de page » et que la logique globale du rapport soit d'augmenter la part de l'apport énergétique des aliments végétaux sur la base de considérations qui ne sont pas uniquement d'ordre nutritionnel, mais aussi environnemental.

Au contraire, de nombreuses organisations soutiennent la prise en compte du volet environnemental. Une initiative de lettre ouverte « *My Plate, My Planet* » a été adressée aux Ministres de l'Agriculture et de la Santé afin que le Guide diététique pour les Américains intègre bien les dimensions environnementales.



Politiques Commerciales

ETATS-UNIS : Les sensibilités et hésitations dans le débat commercial

TPA - La « *Trade Promotion Authority* », ou l'autorité pour la promotion du commerce, est un mandat accordé au Président par le Congrès qui lui donne l'autorité pour négocier les accords internationaux. Si une *Trade Promotion Authority* est adoptée, le congrès peut approuver ou refuser un accord commercial, mais ne peut le modifier ou faire obstruction à sa négociation.

Plusieurs syndicats agricoles ont apporté, au cours d'une audition le 18 mars, devant la commission agricole de la Chambre des Représentants, leur soutien à l'adoption d'une *Trade Promotion Authority* (TPA), afin d'accélérer le déroulement des négociations à la fois du partenariat Transpacifique et Transatlantique. Ils ont dénoncé les barrières tarifaires et non tarifaires de l'Union Européenne concernant les exportations de viandes des Etats Unis et la protection des indications géographiques.

« C'est le bon moment pour voter la TPA » a conclu le président de la commission agricole de la Chambre des Représentants. Selon lui, cela permettrait d'accélérer les négociations et de régler des points clés de ces accords, en incitant les pays partenaires à mettre sur table toutes leurs propositions. « Si les Etats-Unis n'obtiennent pas un accès privilégié à ces marchés pour les produits agricoles et agroalimentaires américains, d'autres pays risquent d'en profiter », a-t-il par ailleurs souligné.



NFU : National Farmers Union, syndicat agricole démocrate.

ALENA : Accords de Libre-Echange Nord-Américain

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

USTR : United-States Trade Representative, Ministère américain en charge du commerce

Pourtant l'adoption d'une TPA ne fait pas l'unanimité au sein du camp démocrate. La *National Farmers Union* a fait part de son opposition à l'adoption d'une TPA et du partenariat Transpacifique. Colin Peterson, Représentant démocrate du Minnesota et Vice-président de la commission agricole de la Chambre des Représentants, a également fait part de ses doutes sur les bénéfices du partenariat Transpacifique pour les agriculteurs. Rappelant l'impact de l'ALENA pour les producteurs laitiers américains, il affichait une certaine défiance à l'égard du Partenariat Transpacifique et de la TPA.

L'administration Obama est mobilisée pour obtenir le soutien des lobbys agricoles et faire passer une TPA avant la fin du mois de juin au Congrès. En engageant ce mois-ci une procédure de règlement de contentieux commerciaux à l'OMC contre l'Indonésie, concernant les restrictions d'importation sur les raisins, pommes et poulets, elle montre également son intention de défendre les intérêts des agriculteurs américains.



Politique Sanitaire

Plusieurs cas d'influenza aviaire H5N2, H5N8 avaient été mis en évidence sur des oiseaux sauvages ou sur des faucons captifs dans la zone de migration du Pacifique

Voir aussi [Flashagri n° 201](#)

Outre les Etats de l'Oregon (1), Washington (2), Californie (4) et Idaho (3), les Etats du Minnesota (5), Missouri (6), Arkansas (7) et Kansas (8) ont été touchés par l'IAHP au mois de mars. Fin mars, 2 nouveaux élevages du Minnesota ont été touchés.

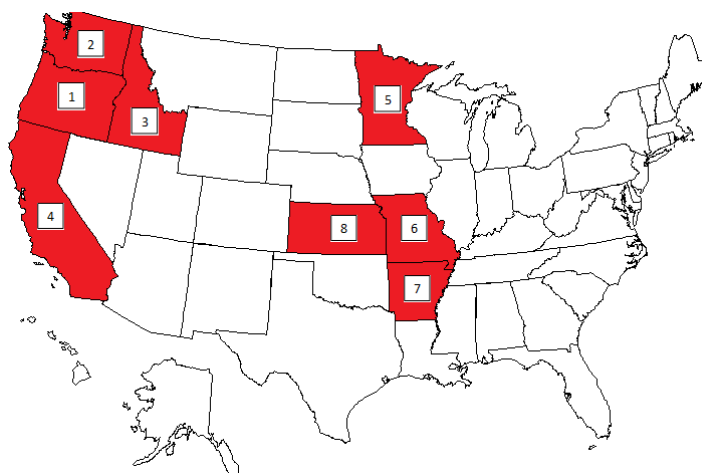
Arkansas : 3ème Etat exportateur avec 645.9 millions \$ en 2013

Californie : 7ème Etat exportateur avec 235 millions \$ en 2013

Le total des exportations américaines s'élevait en 2013 à 6 456 millions \$.

ETATS-UNIS : Situation de l'influenza aviaire hautement pathogène dans les élevages

Depuis le 19 décembre 2014, plusieurs cas d'influenza aviaire hautement pathogène



(IAHP) ont été découverts dans 8 Etats différents. 17 élevages sont concernés, 9 basses-cours et 8 élevages commerciaux. Les souches retrouvées sont de types H5 N2 et H5N8. L'origine de ces cas serait liée à l'avifaune. Si au départ les foyers se concentraient dans l'Ouest des Etats-Unis,

dans le couloir de migration Pacifique, des Etats plus centraux situés dans le couloir de migration du Mississippi et le couloir Central sont désormais touchés. La carte ci-dessous montre les Etats concernés ainsi que la chronologie de l'épidémie.

En réaction, une trentaine de pays ou groupes de pays tiers ont appliqué des restrictions commerciales à l'importation des produits avicoles.

Parmi les Etats touchés, 2 sont d'importants exportateurs de volailles et produits de volaille : l'Arkansas et la Californie.



Politiques Sanitaires

FDA : Food and Drug Administration

ETATS-UNIS : La Commissaire de la FDA défend le budget 2016 de son agence auprès du Parlement

Margaret Hamburg, Commissaire de la FDA, a été auditionnée par les deux chambres du Congrès début mars pour justifier la demande de budget 2016 qui s'élève à 4,9 milliards de dollars, soit une augmentation de 425 millions par rapport au budget



Margaret Hamburg quittera la tête de l'Agence à la fin du mois [Voir Flash Agri n° 202](#)

La Chambre des Représentants et le Sénat constituent les deux chambres du Parlement

Food Safety Modernization Act (FSMA) : loi de modernisation de la sécurité sanitaire des aliments, signée en janvier 2011 et dont les décrets de mise en application doivent être publiés en 2015 et 2016

adopté pour 2015. 2,7 milliards devraient provenir du budget du Gouvernement et 2,2 milliards des taxes payées par les usagers, des montants croissants respectivement de 148 et 277 millions par rapport à 2015.

L'argumentaire du Dr Hamburg se base sur le constat des responsabilités amplifiées confiées à l'Agence. Au cours des 7 dernières années, le nombre d'employés à la FDA a été doublé pour atteindre 16 000 personnes aujourd'hui. La FDA est en charge de la sécurité et de la qualité des pratiques médicales, de la sécurité sanitaire des aliments, mais également de la réglementation du secteur du tabac. Par ailleurs, l'importance économique du secteur industriel concerné est capitale : en valeur, plus de 20% des produits consommés aux Etats-Unis sont réglementés par la FDA alors que son budget correspond uniquement à 2% de la valeur totale des produits.

L'augmentation du budget 2016 est justifiée par la mise en place du Food Safety Modernization Act (FSMA), (30% du budget, 71% de l'augmentation du budget), par un investissement réaffirmé dans la Stratégie nationale d'action contre les bactéries antibio-résistantes (CARB) et par d'autres initiatives du domaine strictement médical.

Dans le cadre de la FSMA, Mme Hamburg a souligné la nécessité d'investir dès à présent dans ce programme dont l'objectif est de bâtir un système de contrôle sanitaire modernisé, à vocation essentiellement préventive, dans un contexte complexe d'échange mondialisé de marchandises alimentaires. Le Dr Hamburg affirme que le retour sur investissement sera immense étant données les conséquences économiques directes et indirectes des pathologies causées par des aliments contaminés. En effet, d'après elle, au-delà du coût humain (maladies, hospitalisations, décès), ce sont l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire qui subissent des pertes significatives estimées à 75 millions de dollars par an

Quant à la stratégie de lutte contre l'antibiorésistance, elle suivra trois axes : l'utilisation appropriée des antibiotiques en élevage, l'évaluation de nouvelles molécules pour les traitements humains et le développement de vaccins.



Politique Sanitaire

Le FSIS est un service du Ministère en charge de l'Agriculture (USDA)

Chaque année, ces quatre agents pathogènes sont à l'origine de 1,9 millions de cas de maladies liées à l'alimentation (sur un total de 9 millions de malades de TIAC dont 55 000 hospitalisations et 1 000 décès).

ETATS-UNIS : Les agences en charge de la sécurité sanitaire des aliments tentent de déterminer les principales sources alimentaires des toxiinfections alimentaires

Dans le cadre d'un partenariat inter-agences, le Center for Disease Control (CDC), le Service d'inspection de la sécurité sanitaire des aliments – Food Safety Inspection Service (FSIS) - et la Food and Drug Administration (FDA) ont développé une méthode originale visant à analyser les données des foyers de toxi-infections alimentaires (TIAC), afin de déterminer les sources alimentaires responsables de maladies en relation avec 4 pathogènes majeurs (*Salmonella*, *Escherichia coli O 157*, *Listeria monocytogenes* et *Campylobacter*). L'étude menée sur une période longue de 14 années, de 1998 à 2012, montre que :

- 74 % des maladies à *Campylobacter* étaient attribuées à la consommation de produits laitiers (66%) et de poulet (8%);



- 82 % des maladies à *E. Coli* étaient attribuées à la consommation de viandes bovines (46%) de produits végétaux crus (36%);
- 81 % des maladies à *Listeria monocytogenes* étaient attribuées à la consommation de fruits (50%) et de produits laitiers (31%)
- par contraste *Salmonella* était plus largement dispersé, puisque 77% des maladies étaient attribuées à la consommation de différents aliments : céréales (18%), œufs (12%), fruits (12%), poulets (10%), graines germées (8%), viandes de bœuf (9%) et produits de porc (8%).

L'étude conclut que cette nouvelle approche constitue un progrès indéniable dans la détermination de l'origine des foyers de TIAC, avec notamment une harmonisation des pratiques entre les 3 agences engagées dans le partenariat. Les auteurs en reconnaissent par contre les limites, en termes notamment de partialité des données. Plus spécifiquement, ils spécifient que l'interprétation de certains résultats, notamment les estimations pour *Campylobacter* et les produits laitiers, et *Listeria* et les fruits, soient utilisées avec précaution. Les auteurs suggèrent ainsi que les résultats de l'étude soient confrontés avec d'autres données pour fonder une décision basée sur le risque.



Politique sanitaire

CANADA : La Chine suspend ses importations de bœuf suite à la confirmation d'un cas d'ESB

ESB : encéphalopathie spongiforme bovine
L'Agence Canadienne de l'Inspection des Aliments est un organisme fédéral, placé sous l'autorité du Ministre de l'Agriculture et responsable de la sécurité sanitaire des aliments, et de la santé animale et végétale.

Le Canada a par le passé déjà subi des répercussions commerciales de la Chine en lien avec l'ESB. En 2003 lorsque le premier cas fut confirmé, les importations chinoises ont été arrêtées. Elles n'avaient repris qu'en 2010, la Chine avait alors été le premier pays à ouvrir à nouveau son marché au Canada.

Suite à la confirmation du cas d'ESB au Canada en février 2015, la Chine a informé l'Agence Canadienne de l'Inspection des Aliments (ACIA) et le Ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire Canadien (AAC) de sa décision de suspendre les importations comme l'ont déjà fait la Corée du Sud, l'Indonésie, Taiwan, le Pérou et la Biélorussie.

L'enjeu commercial est de taille : le marché chinois, qui représente un débouché quantitativement non négligeable de 2% des exportations de viande bovine du Canada, est en augmentation croissante, les exportations ayant été multipliées par 4 entre 2012 et 2013.

Le cas a été découvert dans le cadre du programme exhaustif de surveillance de l'ESB qui consiste en l'analyse de 300 000 échantillons par an. Les experts de l'ACIA mènent actuellement des investigations sur la traçabilité de l'animal dans le double objectif de retirer la cohorte des animaux dits « de risque équivalent » et d'essayer d'identifier la cause du cas. La situation est inédite au sens où l'animal, né en 2009, provient d'une ferme du nord de l'Alberta où un autre animal, né en 2004, avait été identifié comme contaminé en 2010. L'ACIA inclut donc dans son enquête les animaux qui sont nés sur cette ferme au cours des années séparant le deux cas, qui auraient pu consommer les mêmes aliments. Outre l'origine géographique du cas, l'analyse porte sur une possible contamination croisée des aliments qui aurait pu se produire antérieurement à l'application de la réglementation de 2009 laquelle a rendu plus stricts les procédés relatifs à l'alimentation animale.



**Politique
sanitaire**

EPA : Environmental Protection Agency

Les protéines Bt sont produites par des variétés de maïs génétiquement modifiées couramment utilisées aux Etats-Unis et vendues en particulier par Monsanto Co., DuPont Co. et Dow Chemical C.

La « Corn Belt » est une région du Mid West des Etats-Unis spécialisée dans la production de maïs (cf. carte)

ETATS-UNIS : l'EPA propose de limiter la plantation de certaines variétés de maïs OGM

L'EPA est préoccupée par l'apparition de résistances à des protéines Bt (*Bacillus thuringiensis*) chez les chrysomèles, un des ravageurs du maïs qui cause le plus de pertes économiques à la filière. L'EPA a défini une "zone géographique rouge" où les taux de résistance aux protéines Bt sont les plus critiques, et qui correspond grossièrement à la région de la Corn Belt. Face à une situation jugée à risque faisant craindre une augmentation forte de l'utilisation de pesticides, l'EPA a proposé la mise en place d'un plan de travail. Dans ce cadre, les entreprises semencières devront respecter certaines obligations dans les zones les plus à risque:

- exiger auprès des agriculteurs des rotations culturales, l'utilisation de variétés de maïs OGM produisant plus d'une toxine Bt (ce qui induirait de fait une baisse de la vente de certaines variétés de semences de Maïs OGM Bt) ainsi que des stratégies intégrées de gestion des ravageurs;
- développer et mettre en place des stratégies pour mieux détecter et gérer les zones où une résistance émerge ;
- utiliser des tests novateurs pour analyser les phénomènes de résistance.

Dans le cadre de la mise à l'enquête publique de cette proposition, les entreprises critiquent certaines obligations et affirment déjà encourager les agriculteurs à alterner le maïs et le soja, et à planter des petites quantités de maïs conventionnel pour éviter les résistances.



Source image : Farm Journal 2012 Chrysomèle du maïs



**Politique
sanitaire**

ETATS-UNIS : Des entreprises américaines promeuvent le poulet « sans antibiotiques »

L'entreprise Tyson est le transformateur de viandes américain le plus important.

Les chaînes de "fast-food" type hamburger sont actuellement concurrencées

Deux grandes entreprises américaines ont annoncé ce mois-ci leur intention de ne plus commercialiser de viandes de poulets ayant consommé des antibiotiques en tant que promoteur de croissance.

La chaîne McDonald's a été la première à annoncer le 4 mars que dans les 2 ans, ses 14350 restaurants américains arrêteraient de vendre des viandes de poulet issues d'animaux ayant consommé des antibiotiques critiques pour la santé humaine en tant que promoteur de croissance. Il s'agit d'une des premières annonces en la matière provenant d'une chaîne de restauration aussi importante, qui pourrait en entraîner



aux Etats-Unis par des chaînes de restauration présentant des aliments plus "sains", comme Chipotle ou Panera Bread.

BST : La somatotropine bovine est une hormone bovine de croissance, utilisée dans les élevages pour augmenter la production laitière.

Costco Wholesale est le troisième plus grand détaillant aux Etats-Unis.

La consommation de viandes sans antibiotique a augmenté de 25% aux Etats-Unis depuis 2012, mettant plusieurs fois les fournisseurs dans l'incapacité de répondre à la demande.

d'autres. McDonald's a indiqué qu'elle travaillerait à cet objectif avec ses fournisseurs, en particulier Tyson. Toutefois Mc Donalds continuera à autoriser l'utilisation d'ionophores, antibiotiques non utilisés en médecine humaine.

Cette annonce a été faite dans le contexte où la chaîne a connu une très mauvaise année économique en 2014. La chaîne essaie de trouver de nouveaux créneaux auprès du consommateur, notamment dans le domaine sanitaire. Elle devrait ainsi annoncer prochainement l'utilisation de lait provenant de vaches non traitées avec de la BST dans son menu « *Happy meal* »'.

Pour l'instant seule la viande de poulet serait concernée. Pour la viande bovine, cette démarche semble plus compliquée, d'une part en raison du coût de production des viandes sans antibiotiques (environ 7,24 \$ par livre de viande bovine, comparée aux 3,89 \$ par livre de viande de poulet) et enfin de la structure de la filière; l'élevage bovin est beaucoup plus "fragmenté" que l'élevage de volailles, et les acheteurs de bovins se fournissent auprès de nombreux fournisseurs, contrairement à ce que l'on trouve dans l'élevage de poulets, très intégré.

Cette annonce de Mc Donald a été suivie par celle de Costco Wholesale, expliquant également son intention de ne plus commercialiser de poulets ayant consommé des antibiotiques en tant que promoteur de croissance. Le marché du poulet « sans antibiotique » étant déjà tendu aux Etats-Unis, des changements importants devront être fait en amont pour répondre à cette demande croissante, d'autant plus si d'autres entreprises suivent le mouvement initié.



Politique sanitaire

ETATS-UNIS : Evaluation d'un pesticide contre le varroa

EPA : Environmental Protection Agency

Voir [Flash Agri n°202](#)

Au terme d'une procédure d'évaluation très rapide de 35 jours, l'EPA vient d'autoriser l'acide dihydrate oxalique une substance active à effet pesticide, susceptible d'exterminer le varroa dans les ruches. Pour que le produit puisse être mis sur le marché, il convient désormais qu'une entreprise utilise cette substance active dans la fabrication d'un produit phytosanitaire qui sera soumis à l'obtention d'une autorisation de mise sur le marché par l'EPA.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Washington (adresser les demandes à agro@ambafrance-us.org)

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Éditeur : Christophe Malvezin
Service Économique Régional
Adresse : 4101 Reservoir Road N.W
Washington DC, 20007, USA

Directeur de la publication : Christophe Malvezin
Christophe.malvezin@dgtresor.gouv.fr
Articles rédigés par Coline Gaubicher, Thérèse Hartog
Revus par : Christophe Malvezin, Catherine Rogy
Date de parution : 31 mars 2015
ISSN : Portail Marchés Extérieurs – 1638-1610
Abonnement :
En ligne : [cliquer ici](#)